



Yverdon-les-Bains, 19 mai 2022

Communiqué de presse concernant l'Assemblée générale de l'Association des Communes Suisses

«Nous sommes prêts» : la crise ukrainienne et la numérisation au centre des préoccupations des communes

Lorsqu'il s'agit de devenir «intelligentes» et de numériser les services publics, les communes souhaitent une collaboration et une coordination accrues avec la Confédération et les cantons. Mais la guerre en Ukraine et l'accueil des réfugiés ont également été un sujet jeudi lors de la 69^e Assemblée générale de l'Association des Communes Suisses à Yverdon-les-Bains VD. Hannes Germann, président de l'ACS et conseiller aux États, a postulé trois demandes concrètes au gouvernement du point de vue des communes.

Alors que l'Association des Communes Suisses (ACS) avait invité ses membres à l'Assemblée générale à Yverdon-les-Bains en début d'année sous le thème quotidien «Administration numérique», les communes ont été rattrapées par l'actualité. Dans la perspective de la guerre en Ukraine, Hannes Germann, président de l'ACS et conseiller aux États, a même dû déclarer dans son discours d'ouverture : «Nous vivons à nouveau une époque incertaine.» Aujourd'hui soumises à des épreuves de crise, les communes et les villes suisses sont bien placées pour relever les défis liés à la migration en provenance d'Ukraine – «Nous sommes prêts.» Néanmoins, les semaines et les mois à venir devraient être utilisés pour clarifier certaines questions à l'avance.

Dans ce contexte, le président de l'ACS a formulé trois demandes centrales au Conseil fédéral pour les communes: premièrement, la clé de répartition cantonale pour l'hébergement des réfugiés ukrainiens doit désormais être appliquée de manière cohérente. Deuxièmement, selon Hannes Germann, l'avenir du statut de protection S devrait être clarifié en temps utile. Cela est en fait valable pour un an, mais on peut supposer que de nombreux réfugiés resteront plus longtemps en Suisse. Troisièmement, les questions de financement les plus importantes doivent enfin être réglées: les coûts d'hébergement et d'intégration des réfugiés ukrainiens doivent être répartis sur de nombreuses épaules. Les coûts restants ne devraient pas rester uniquement à la charge des communes.

Suite à cette ouverture, qui était due à la situation actuelle, Hannes Germann a ensuite lancé le sujet même de l'Assemblée générale: après deux ans au cours desquels l'Assemblée générale n'a pu se tenir que virtuellement en raison de la pandémie, l'Association des Communes Suisses avait fait de la numérisation le point fort de l'événement de cette année. Cela offre évidemment de nombreuses opportunités non seulement à l'économie, mais aussi aux autorités – mais leur posent également une grande variété de défis.

Cela a également été confirmé par Chantal Luisier Brodard lors de son discours. La conseillère d'État vaudoise a rappelé que la numérisation des autorités nécessite non seulement une infrastructure informatique moderne, mais aussi la formation et la sensibilisation des employés et employées. Dans le canton de Vaud, cela s'est sensiblement accéléré, notamment après les cyberattaques effectuées contre plusieurs communes.

Animés par Felicie Notter, correspondante de la SRF, Marcel Salathé, chef du Laboratoire d'Épidémiologie Digitale de l'EPFL à Lausanne, Peppino Giarritta, directeur général de l'organisation Administration numérique suisse, et Chantal Weidmann Yenny, présidente de l'Union des Communes Vaudoises, ont ensuite débattu de leurs expériences et de leurs visions en lien avec la numérisation des autorités.

Peppino Giarritta, par exemple, a souligné que toutes les communes ne peuvent pas ou ne doivent pas réinventer la roue. Cependant, il a également réaffirmé que les administrations étaient tenues de former leur personnel. Ce n'est que si les citoyens considéraient les autorités compétentes en matière de numérisation, qu'ils pourraient développer la confiance dans les services numériques de l'État.

En tant que représentante des communes vaudoises, Chantal Weidmann Yenny a pu signaler que la population souhaitait une gamme de services efficace, c'est-à-dire numérisée, de la part des autorités. Étant donné que le sujet de l'administration numérique soulève des questions non seulement techniques, mais aussi juridiques ou même éthiques, les communes ne peuvent évidemment pas gérer seules la numérisation – elles ont également besoin de collaboration et de coordination avec les cantons et la Confédération.

En même temps, Marcel Salathé a souligné que bien que la pandémie du coronavirus ait déclenché une poussée de la numérisation, la Suisse a des chantiers de construction encore plus grands autour du thème du «cyber». La transformation récemment décidée du Centre national pour la cybersécurité NCSC en un bureau fédéral est bien sûr réjouissante. Cependant, du point de vue de Marcel Salathé même la création d'un département de technologie distinct vaudrait la peine d'être envisagée.

Auparavant, les personnes présentes avaient déjà approuvé toutes les affaires de la partie statutaire de l'Assemblée générale. En outre, à l'issue de l'Assemblée générale, Christoph Niederberger, directeur de l'Association, a pu annoncer un nouveau partenariat aux représentantes et représentants des communes venus de toute la Suisse: dans le cadre d'une collaboration avec la «Fête des fêtes», qui aura lieu l'automne prochain au Musée en plein air Ballenberg, tous les employés et employés communaux et les membres des autorités, du maire au garde forestier, auront une réduction de 25% sur le prix d'entrée. La «Fête des fêtes», qui se déroulera aussi pendant deux week-ends en automne dans les années à venir, encourage la population suisse à s'immerger dans les nombreuses fêtes, coutumes et traditions des différents cantons, régions et communes.

Pour des renseignements :

Hannes Germann, président de l'ACS, conseiller aux États, 079 401 00 01

Christoph Niederberger, directeur de l'ACS, 078 654 64 06

Rapport annuel de l'ACS: https://www.chgemeinden.ch/fr/2021_Jahresbericht_F.pdf

L'Association des Communes Suisses représente les préoccupations des communes au niveau fédéral depuis 1953. Aujourd'hui, plus de 1500 ou 71% des communes suisses sont affiliées à l'Association.